



# LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

## Audit des finances publiques

29 juin 2017



# LA MÉTHODE DE L'AUDIT

- ❑ Référence : Programme de stabilité et lois de finances et de financement  
**2017 = déficit public de 2,8 points de PIB**  
**2018 = réduction du déficit public de 0,5 point de PIB**
- ❑ Analyse à politiques inchangées

## Sources d'informations

### Analyse de documents

- Programme de stabilité, loi de programmation des finances publiques, lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2017
- Informations transmises par les directions du Trésor, du budget et de la sécurité sociale
- Informations transmises par les ministères pour l'élaboration des notes d'exécution budgétaire annexées au rapport de la Cour sur le budget de l'État

### Auditions

- Secrétaires généraux et contrôleurs budgétaires et comptables des ministères à forts enjeux
- Commissaire aux participations de l'État (APE)
- Directeurs de l'Unédic et de l'Agirc-Arrco



## LES SIX CONSTATS DE LA COUR

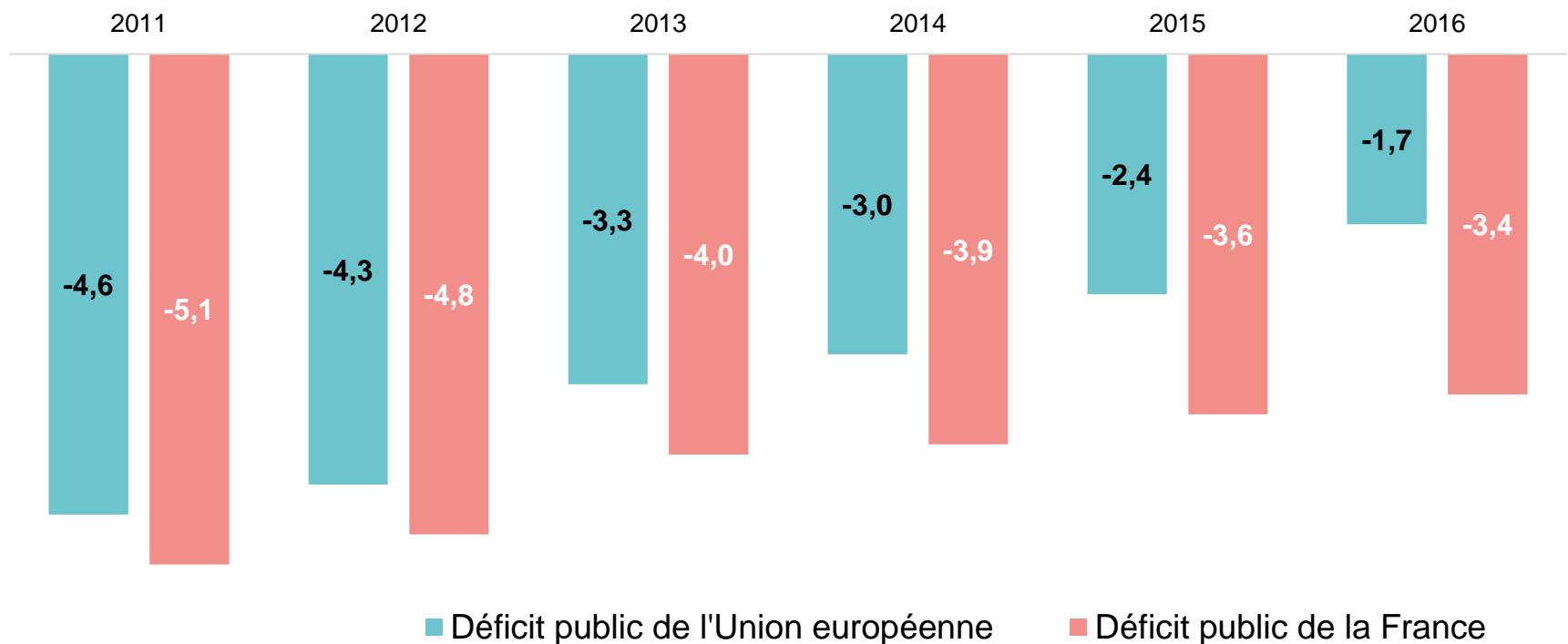
1. Une réduction lente du déficit depuis 2011, en décalage par rapport à nos partenaires européens
2. Une trajectoire financière 2017-2020 entachée de nombreux biais de construction
3. Sans mesures de redressement, un déficit 2017 supérieur à 3 points de PIB
4. Une équation budgétaire plus complexe encore en 2018, et au-delà, nécessitant des efforts d'économies sans précédent
5. Des méthodes à renouveler pour assurer une maîtrise durable des finances publiques
6. Des leviers d'action pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques



UNE RÉDUCTION LENTE  
DU DÉFICIT DEPUIS 2011  
EN DÉCALAGE PAR RAPPORT  
À NOS PARTENAIRES EUROPÉENS



## DE 2012 À 2016 : UNE RÉDUCTION CONTINUE MAIS LENTE DES DÉFICITS...



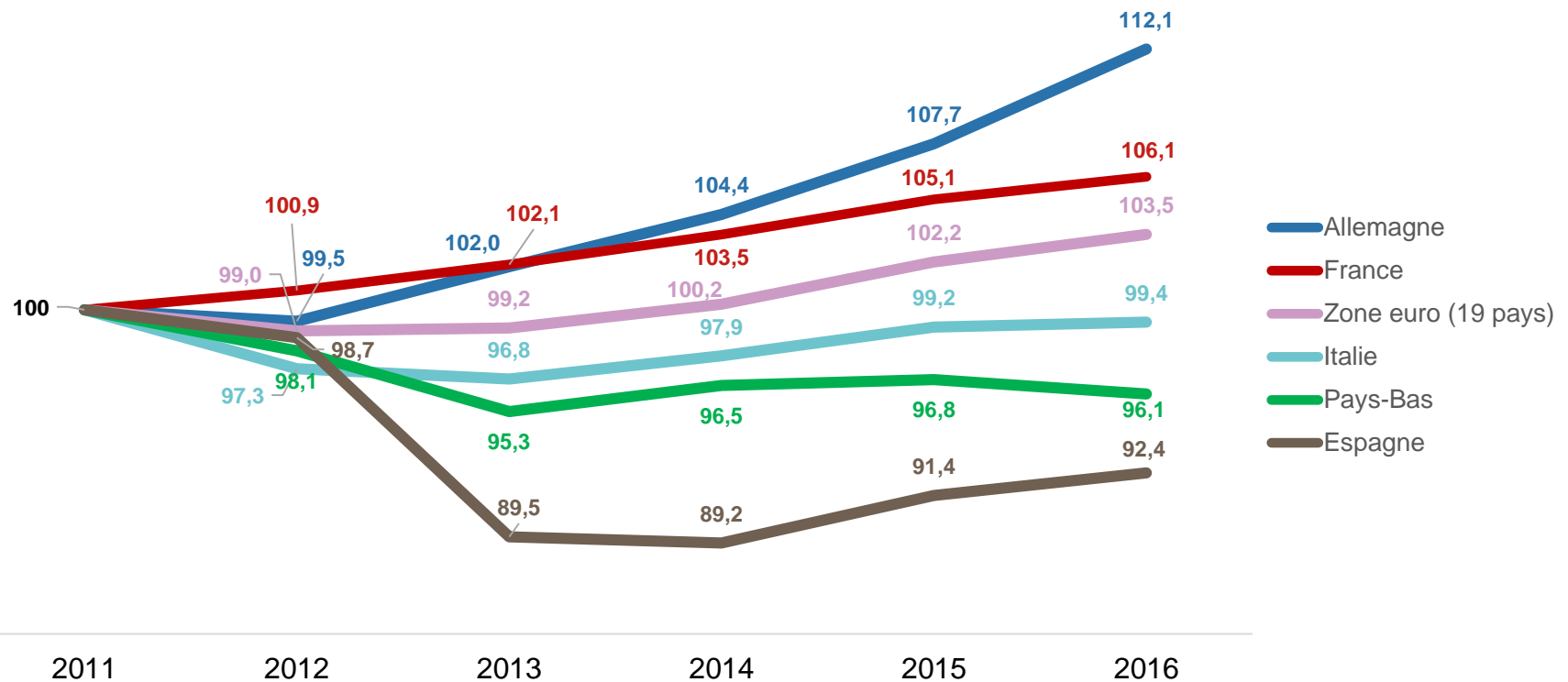
(en points de PIB)

Source : Cour des comptes d'après Eurostat



## ...QUI N'A QUE PEU PORTÉ SUR LA DÉPENSE

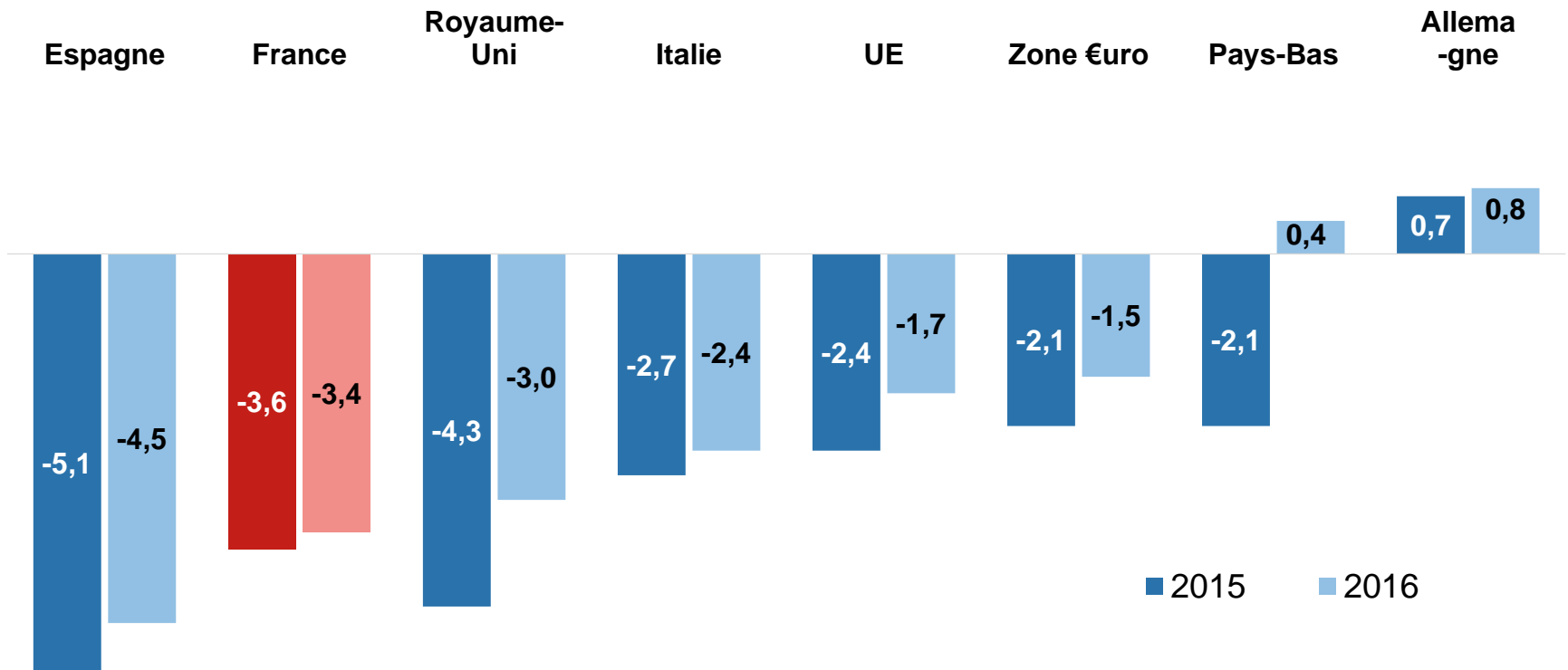
Une évolution de la dépense publique supérieure à celle de nos voisins



Source : Cour des comptes d'après Eurostat



# UN DÉFICIT 2016 TOUJOURS ÉLEVÉ

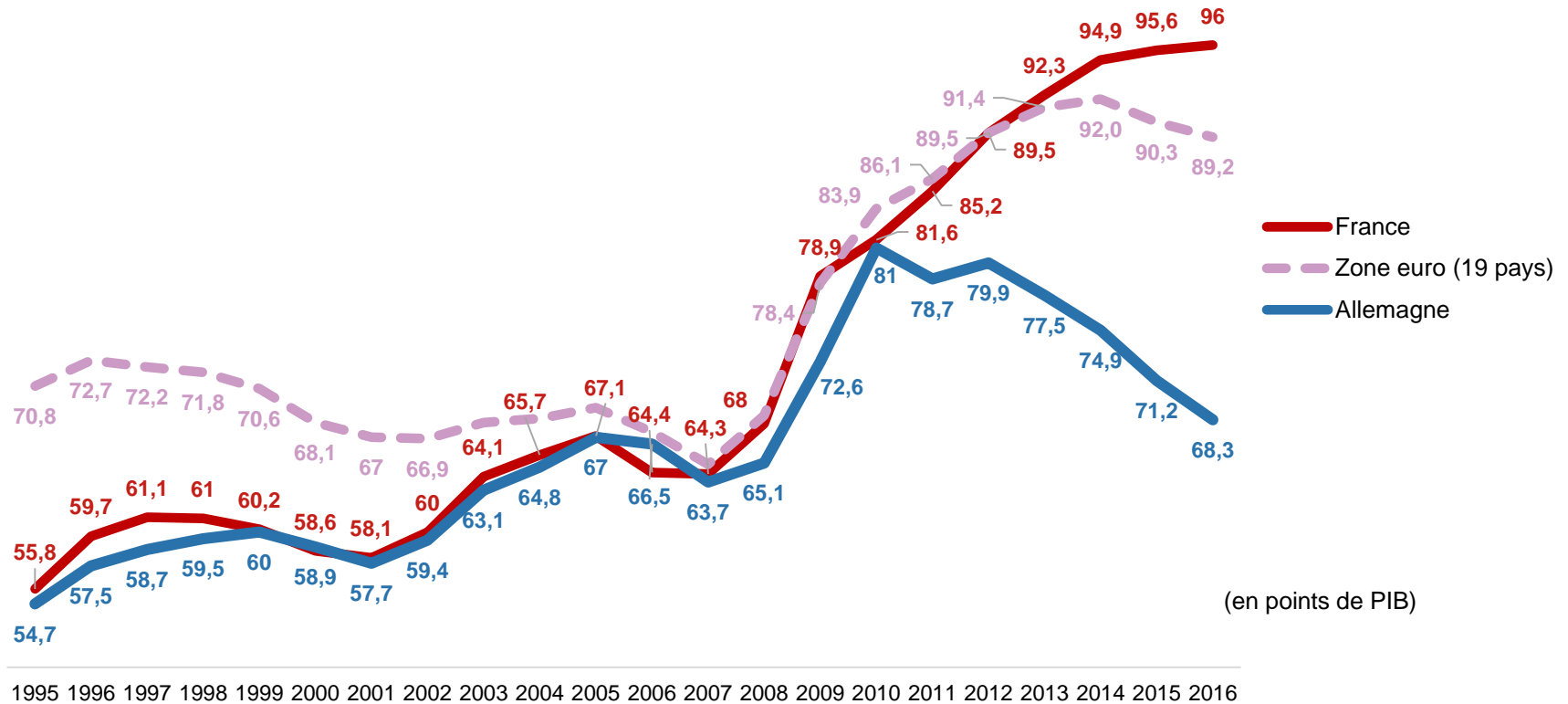


(en points de PIB)

Source : Cour des comptes d'après Eurostat



# UNE DETTE QUI CONTINUE DE CROÎTRE EN FRANCE



Source : Cour des comptes d'après Eurostat





DES BIAIS QUI FONT PESER  
DES RISQUES SUR LA TRAJECTOIRE  
2017-2020 DES FINANCES PUBLIQUES



## DES BIAIS DE CONSTRUCTION DANS LA TRAJECTOIRE FINANCIÈRE 2017-2020

<b>2017</b>	0,4 point de PIB (0,1 en recette et 0,3 en dépenses)
<b>2018</b>	0,1 point de PIB en recettes + effort en dépenses sous-estimé pour atteindre l'objectif

**Un indispensable renforcement de la sincérité  
des prévisions de finances publiques**

Source : Cour des comptes



SANS MESURES DE REDRESSEMENT,  
UN DÉFICIT 2017 SUPÉRIEUR  
À 3 POINTS DE PIB



# UNE PRÉVISION DE RECETTES 2017 UN PEU ÉLEVÉE

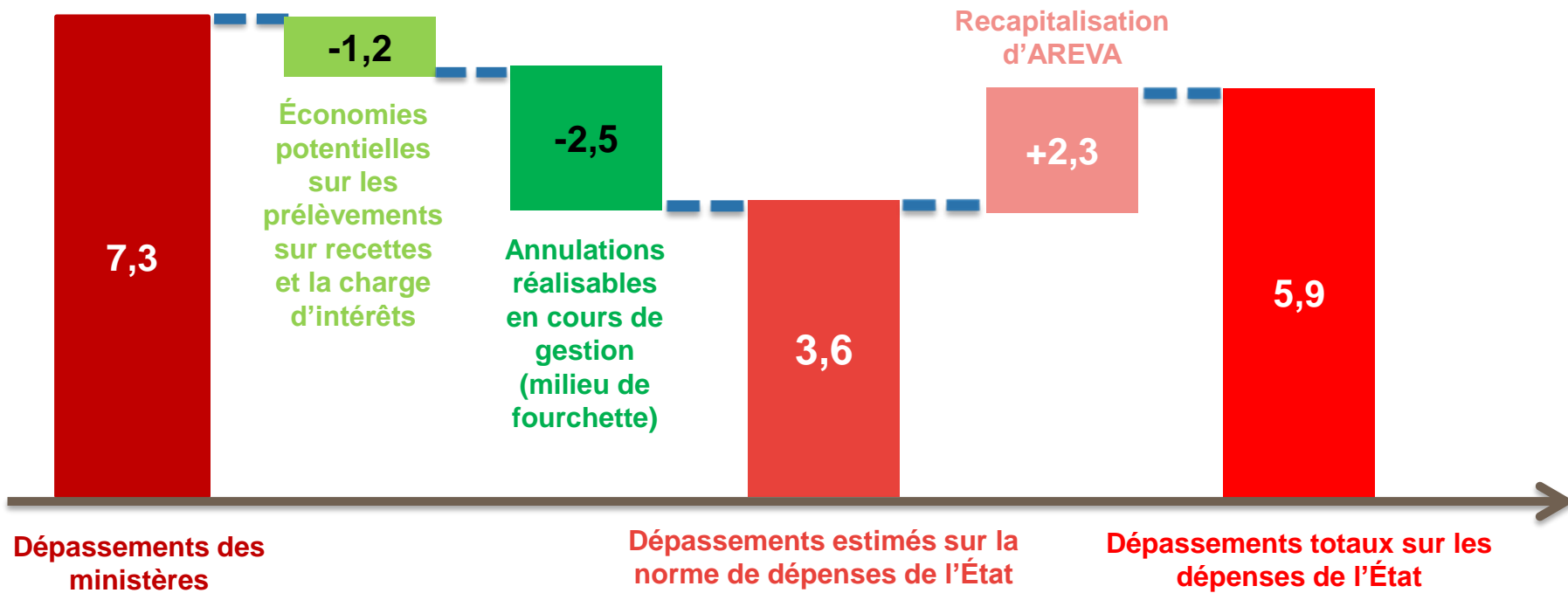
Écart par rapport au Programme de stabilité

Scénario macroéconomique	Plausible
Évolution des prélèvements obligatoires hors fraude	Plausible
Surestimation des recettes issues de la régularisation des avoirs à l'étranger	1 Md€
Surestimation des recettes non fiscales (RNF)	1 Md€
<b>Surestimation totale des recettes</b>	<b>2 Md€</b>

Source : Cour des comptes



# DES DÉPENSES 2017 MANIFESTEMENT SOUS-ÉVALUÉES



(en Md€)

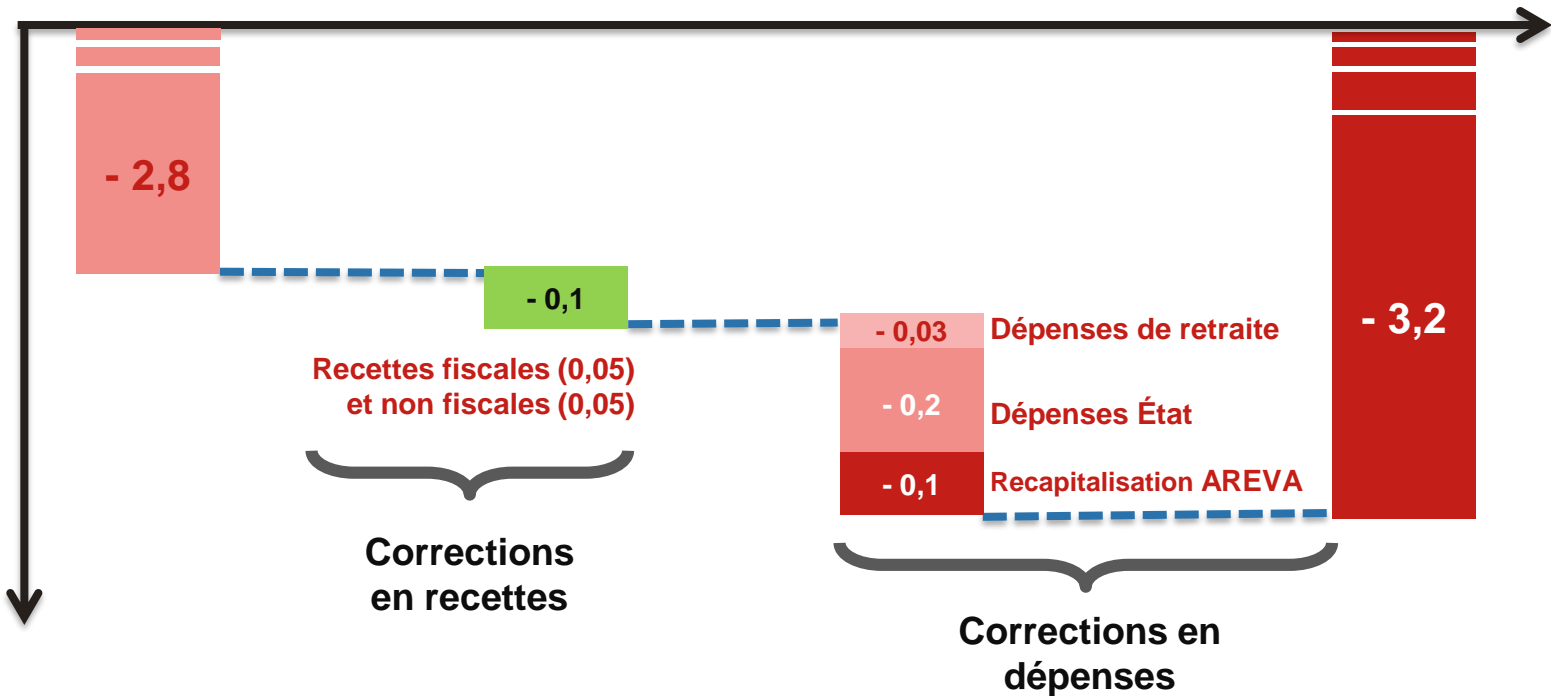
Source : Cour des comptes



# UN DÉFICIT 2017 PLUS ÉLEVÉ SANS MESURES DE CORRECTION

**Programme de stabilité**  
(avril 2017)

**Estimation du déficit  
à politique inchangée**



(en points de PIB)

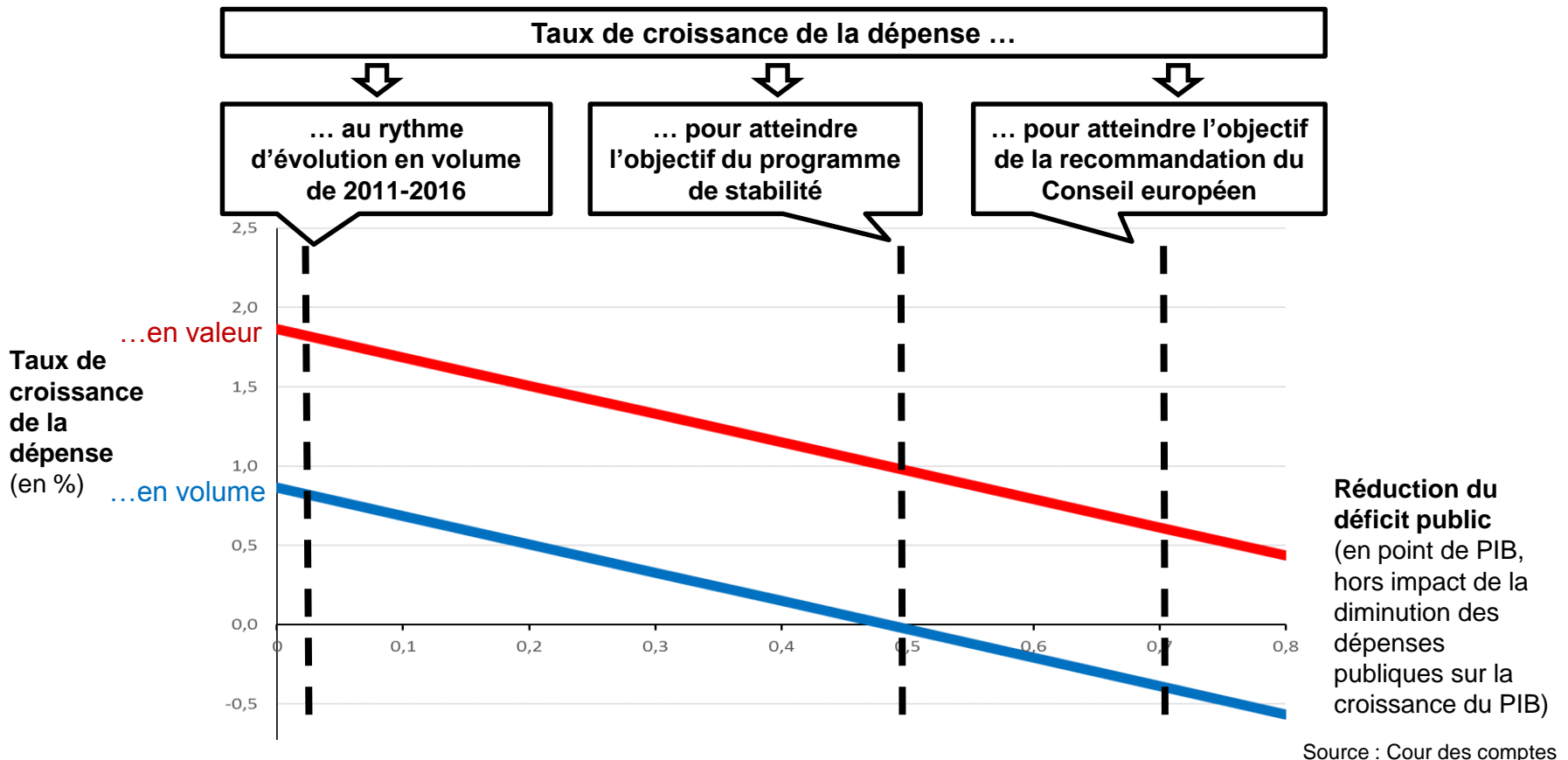
Source : Cour des comptes



UN EFFORT D'ÉCONOMIES  
SANS PRÉCÉDENT  
NÉCESSAIRE EN 2018 ET AU-DELÀ



# UNE STABILISATION SANS PRÉCÉDENT DES DÉPENSES EN VOLUME POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF 2018



Source : Cour des comptes



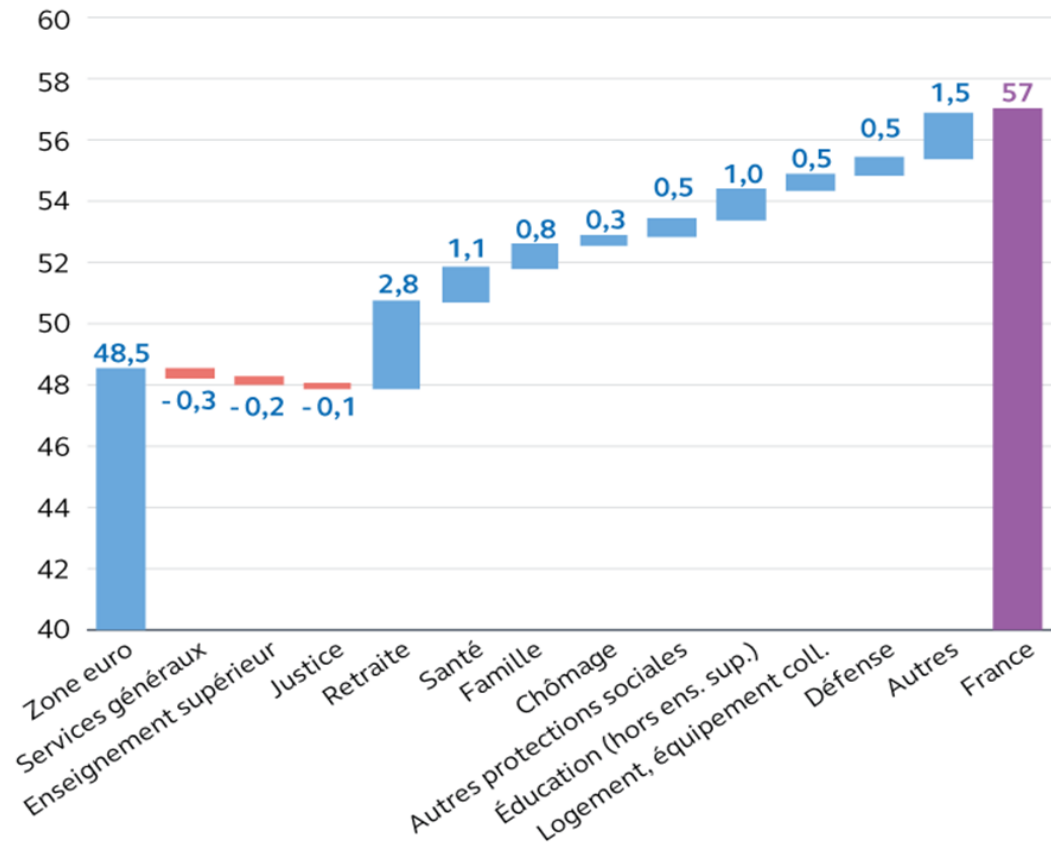


DES MÉTHODES À RENOUVELER  
POUR ASSURER UNE MAÎTRISE  
DURABLE DES FINANCES PUBLIQUES



# DES DÉPENSES PUBLIQUES PLUS ÉLEVÉES EN FRANCE QUE DANS LA ZONE EURO

Écart de dépenses publiques entre la France et la zone euro en 2015 (en point de PIB)



Source : Cour des comptes



# UNE GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES À RENDRE PLUS COHÉRENTE ET PLUS EFFICACE

- Fixer une règle d'évolution pluriannuelle des dépenses publiques en euros, cohérente avec une cible de baisse du poids de la dépense publique dans le PIB
- Soumettre le programme de stabilité au Parlement
- Associer toutes les administrations publiques en réactivant la conférence nationale des finances publiques



DES LEVIERS D'ACTION  
POUR AMÉLIORER L'EFFICIENCE  
DES POLITIQUES PUBLIQUES



# ASSURER UN MEILLEUR CONTRÔLE DE LA MASSE SALARIALE

		Économie (en Md€)
Maîtriser le GVT (glissement vieillesse- technicité)	Gel du point d'indice	2
	Gel d'échelon	3
Agir sur les effectifs	Non-remplacement 1 sur 2 (fonction publique de l'État)	0,6
	Non-remplacement 1 sur 3 (fonctions publiques hospitalière et territoriale)	1,8
Agir sur le temps de travail	Augmenter de 1 % le temps de travail	0,9
	Lutter contre l'absentéisme (jour de carence)	0,4
Supprimer les avantages salariaux non justifiés	Supplément familial de traitement	1,5
	Indemnité de résidence	0,9
	Majorations et indemnités outre-mer	2,2
	Sur-rémunération du temps partiel	0,8



## MODERNISER LA GESTION

- Poursuivre les actions de simplification
- Accélérer le développement de l'administration numérique
- Resserrer les réseaux administratifs
- Responsabiliser les gestionnaires
- Intensifier la restructuration de l'immobilier public
- Accélérer la rationalisation des politiques d'achats

Source : Cour des comptes



## MIEUX CIBLER LES TRANSFERTS, LES DÉPENSES FISCALES ET LES INVESTISSEMENTS

- **Transferts : 663 Md€ en 2015 (hors transferts en capital et crédits d'impôts)**
  - ↳ Gisements d'efficience : logement, santé, emploi...
- **Dépenses fiscales : 85 Md€ en 2015**
  - ↳ Évaluation insuffisante dans de nombreux secteurs, notamment : développement durable, logement, recherche, outre-mer, ISF-PME, handicap, dépendance
- **Investissements : 99 Md€ en 2015**
  - ↳ Renforcement nécessaire du rôle du commissariat général à l'investissement dans l'évaluation socio-économique des projets

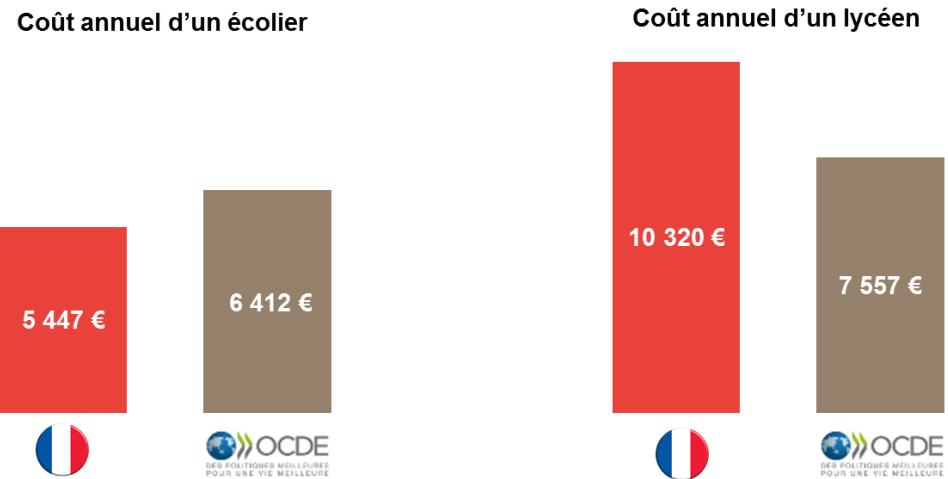


## RENFORCER L'EFFICIENCE DES SERVICES PUBLICS PRIORITAIRES

- **La priorité donnée à certains secteurs ne doit pas conduire à les exonérer des efforts d'efficiency**

- **Éducation :**

- réduire le coût du lycée pour renforcer les moyens alloués au secteur primaire



- **Sécurité intérieure :**

- améliorer l'organisation territoriale
- renforcer la complémentarité entre police et gendarmerie tout en mutualisant davantage leurs fonctions support

Source : Cour des comptes d'après OCDE